

2 Politique

Gouvernement

Julien Nkoghe Bekale attendu au palais Léon Mba demain

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Le rendez-vous de mardi portera sur la déclaration de politique générale du Premier ministre devant l'Assemblée nationale. Cela, conformément à l'article 28a de la Constitution. Le nouveau locataire de l'immeuble du 2-Décembre a été nommé à la tête du gouvernement, le 12 janvier dernier.

LE Premier ministre, chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale, est attendu à l'Assemblée nationale demain mardi 26 février 2019. Cette rencontre avec les députés s'inscrit dans le cadre de l'article 28a de la Constitution. Lequel stipule que : "Dans un délai de quarante-cinq (45) jours au plus, après sa nomination et après délibération du Conseil des ministres, le Premier ministre présente devant l'Assemblée nationale son programme de politique générale qui donne lieu à un débat, suivi d'un vote de confiance. Le vote est acquis à la majorité absolue des membres de l'Assemblée nationale". Pour rappel, il faut souligner que l'élu de la commune de Ntoun a été nommé à la tête du gouvernement le 11 janvier 2019, à la suite de l'élection du bureau de l'Assemblée nationale dans le cadre de la XIIIe législature issue des



Photo : DR/ L'Union

Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, devrait être l'hôte des députés demain.

élections législatives des 06 et 27 octobre 2018... D'aucuns estiment que le programme de politique générale que le locataire de l'immeuble du 2-Décembre déclinerait devant les députés sera le fruit du séminaire gouvernemental qui s'est tenu il y a plus d'une semaine au Cap-Estérias, dans la commune d'Akanda au nord de Libreville. Ces assises tenues du 15 au 17 février dernier portaient sur le thème : "Amplifier la dynamique de transformation économique et sociale". Les travaux dudit séminaire avaient abouti à une série de recommandations visant à améliorer et à rendre efficace l'action du gouvernement. Dans tous les cas, d'aucuns

estiment que le programme de politique générale devrait être axé, entre autres, sur les grands axes du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) qui détermine la politique du président Ali Bongo Ondimba depuis 2009. Tout comme, il devait tenir compte de la nécessité de poursuivre les réformes initiées depuis plus de deux ans, relatives au Plan de relance de l'économie (PRE) pour lequel le Gabon est en accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Ce PRE, soit dit en passant, est également soutenu par d'autres partenaires internationaux telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD) et l'Agence française de développement (AFD)...



Photo : F. M. MOMBO/ L'Union

Vue partielle des députés à l'occasion de l'ouverture de la 13e législature.

Ce ne serait pas étonnant que dans sa déclaration, le Premier ministre intègre également les préoccupations à lui exprimées, sous forme d'interpellation, par le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, à l'occasion de l'ouverture de la première session ordinaire de cette institution.

PRIORITES • Parmi les cas cités par le député de Pana, on peut noter : la régularisation de la situation administrative des jeunes en attente des postes budgétaires "gelée par les récentes mesures, sans tenir compte de la non-rétroactivité de la loi" ; la problématique de l'incapacité de nos universités à accueillir les 3 800 étudiants bacheliers ; les

mauvaises prestations de la SEEG ; l'insalubrité et le problème récurrent des ordures ; etc. "Pour clore ce chapitre (Ndlr : socioéconomique), avait dit Boukoubi, il n'échappe à personne que dans l'immensité des besoins sociaux, la réduction du coût de la vie, la praticabilité de nos routes et même de nos voiries urbaines en toute saison, avec un mécanisme d'entretien constant, ainsi que la problématique de transport de tous types et la mise à disposition de terrains viabilisés, pas forcément des maisons souvent inappropriées, constituent des priorités indéniables". Non sans relever que sur le plan politique, "c'est peu dire que le dialogue et la concertation représentent

des armes privilégiées pour aplanir le fossé des antagonismes tenaces et préjudiciables à l'image de notre beau pays." Par rapport à l'enjeu, la surprise serait que le Premier ministre n'obtienne pas la confiance de l'Assemblée nationale. Une Chambre du Parlement où le Parti démocratique gabonais (PDG), dont est issu Julien Nkoghe Bekale, dispose d'une très large majorité des élus. C'est donc acquis que le chef du gouvernement aura le vote de confiance des députés. La question est sans doute de savoir à quel prix ?

Assemblée Nationale

Le bureau de l'association Turgo 241 chez Faustin Boukoubi



Photo : Jean Madouma

Le président de l'Assemblée nationale échangeant avec les membres du bureau de l'association Turgo 241.

JM

Libreville/ Gabon

CONDUITE par sa présidente, Yolande Nyonda, le bureau de l'Association des anciens diplômés du Centre d'études financières économiques et bancaires (CEFEB) de Marseille en France, a échangé, samedi dernier, au palais Léon-Mba, avec le président de l'Assemblée nationale Faustin Boukoubi.

Occasion pour les membres de cette structure associative d'explorer avec celui-ci, les voies et moyens d'encourager davantage nos compatriotes à frapper aux portes de cette grande école qui forme des cadres de très haut niveau aussi bien dans le secteur public que privé. À entendre Mme Nyonda, "le bureau est venu présenter au président de l'Assemblée nationale, ancien diplômé du CEFEB, ses vives félicitations pour son élection à ces hautes fonctions.

Tout en lui témoignant notre solidarité et en lui souhaitant plein succès dans ses nouvelles charges et responsabilités". Et de poursuivre : "Nous avons le devoir de promouvoir cette grande école. Même si on y accède par voie de concours, il y a nécessité d'inviter les Gabonais à y participer. Aujourd'hui, nous sommes quatre-vingt Gabonais diplômés de cette grande école. Nous tenons à impulser une nouvelle dynamique. Le président d'honneur de notre struc-



Photo : Jean Madouma

Le temps d'immortaliser cette rencontre.

ture est Émile Kassa-Mapsi, premier compatriote diplômé de cet établissement".

Notons que cette grande école spécialisée de l'Agence française de développement (AFD) a été créée en 1961. Il délivre des diplômés de 3e cycle dans la maîtrise d'ouvrage et l'évaluation des projets, la gestion bancaire, le management des entreprises, l'économie du développement, la gestion des ressources humaines, etc.

Au lendemain de leur démission du CLR

Le couple Midoungani au contact de la base

DU quartier GP à Nzeng-Ayong Lac, en passant par la SGA ou au lieu dit Derrière l'hôtel de la Can, le couple Eliane Frida et Gaston Midoungani a tenu à remercier les populations du 6e arrondissement pour la confiance à eux accordée lors des élections d'octobre dernier. "Mme Midoungani n'a pas été battue, elle a démissionné du parti sous la bannière duquel elle s'était présentée aux élections", a martelé le tandem à chaque étape de son passage. Pour quelles raisons ? Nous y reviendrons.